
Le Conseil Transitoire de Retraitemt National,
Vu les dispositions de la loi Fondamentale, notamment en ses articles 93 et 94,
Après en avoir délibéré, adopté;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

LIVRE I; DISPOSITIONS GENERALES

TITRE I: PORTEE DE LA LOI.

CHAPITRE UNIQUE

Article 1er: II est établi un Code de l'Elevage et des Produits Animaux qui rassemble toutes les dispositions relatives aux animaux, à leurs produits et, de façon générale, à la santé publique vétérinaire.

Article 2: Sont visés notamment dans le présent Code, le cas échéant par renvoi à d'autres Codes:

- les questions de propriété des animaux de rente et de compagnie ainsi que la responsabilité de leurs propriétaires;
- l'amélioration des productions animales et l'almimentation animale;
- la reproduction;
- la circulation des animaux et les problèmes posés par le pacage et l'abattage;
- le commerce intérieur et extérieur des animaux et des produits animaux, dans leurs particularités sanitaires;
- la surveillance de la santé des animaux et la lutte contre les maladies animales transmissibles à l'homme ou préjudiciables à l'économie du pays;
- la privatisation et l'organisation de la profession vétérinaire;
- la pharmacie vétérinaire;
- la sauvegarde de l'environnement naturel des animaux;
- l'hygiène, le contrôle et l'inspection sanitaire et qualitative des produits issus des animaux, en particulier ceux tomens utilisés à l'alimentation humaine ou animale;
- la protection des animaux contre les actes de cruauté et les mauvais traitements.

Article 3: Le présent Code tient compte des techniques traditionnelles et des méthodes ancestrales de résolution des conflits ou de lutte contre les difficultés naturelles ou structurelles, chaque fois qu'elles s'avèrent susceptibles d'apporter ou d'appuyer le progrès recherché ou de respecter l'équilibre social.

TITRE II: GARDE DES ANIMAUX

CHAPITRE 1: PROPRIETE DES ANIMAUX

Article 4: Tout propriétaire d'animal conserve son droit de propriété ou que se situe l'animal s'il l'a marqué selon un procédé reconnu par l'usage, sous réserve que la marque ait été déposée précédemment auprès du Ministère chargé de l'Elevage.
Il en est de même si le marquage est effectué à titre exclusif ou conjoint avec le précédent, selon un procédé agréé par le même Ministère.

Article 5: En cas de contestation sur la propriété d'un animal, celui qui a marqué sa propriété selon un procédé visé à l'article 4 n'aura pas à prouver sa propriété.
Dans le cas contraire, la charge de la preuve incombe à celui qui revendique la propriété de l'animal.

Article 6: Si un animal porte deux marques traditionnelles, celui qui en revendique la propriété doit apporter la preuve de l'achat, du don ou de la transmission par dix ou par héritage.

Article 7: Toute personne qui présente la carte d'identification authentique d'un animal, conforme aux textes en vigueur, est dans tous les cas reconnu propriétaire de l'animal, sauf s'il est prouvé qu'elle s'est procuré cette carte par vol ou fraude.

CHAPITRE 2: RESPONSABILITE DU PROPRIETAIRE

Article 8: Le propriétaire d'un animal est présumé responsable civile, jusqu'à preuve du contraire, des préjudices causés par l'animal à la personne ou aux biens d'autrui, que l'animal soit sous sa surveillance ou non.

Article 9: Quand un propriétaire confie ses animaux à un gardien ou à un berger qui, du fait de l'éloignement ou de toute autre circonstance, ne se trouve pas placé sous l'autorité directe du propriétaire, le gardien des animaux peut être déclaré au tribunal, solidairement responsable civil de dégâts causés à des tiers par ces derniers.

Article 10: La responsabilité civile du propriétaire ou du gardien est engagée lorsque l'animal a commis des fautes ou des négligences graves ayant provoqué des préjudices.

Article 11: Le détenteur d'un animal, dont la propriété est contestée ou se trouve indéterminée, exercera les responsabilités édictées au présent chapitre jusqu'à la remise au propriétaire.

TITRE III: PRODUCTION ANIMALE

CHAPITRE 1: ALIMENTATION - FOURRAGES

Section 1: Parcours Pastoraux

Article 12: Le présent Code renvoie aux dispositions du Code pastoral pour toutes les questions relatives à l'alimentation des animaux sur parcours pastoraux.

Section 2 - Fourrages et Aliments Spécifiques

Article 13: Les aliments et fourrages des animaux ne peuvent être importés qu'après autorisation du Ministère chargé de l'Elevage, qui fait réaliser un contrôle de conformité par sondage statistiquement significatif. Ce contrôle est exercé par un laboratoire agréé et une consultation technique.
Les analyses et consultations sont réalisées aux frais de l'importateur. Les modalités d'application du présent article seront précisées par décret réglementaire.

Article 14: Dans le cas visé à l'article 13 ci-dessus, l'autorisation de règlement international, s'il en est prévue par la réglementation en vigueur, ne peut être délivrée par une banque de la place que sur attestation de conformité.

Article 15: Les aliments destinés à l'homme, mais périmés ou devenus incommuns, ainsi que certains aliments retirés de la consommation humaine, peuvent être utilisés pour l'alimentation des animaux sur autorisation du ministère des services.
Cette livraison ne peut être faite que sous contrôle des services vétérinaires.
Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés solidairement par le vendeur et l'acheteur.
Les modalités d'application du présent article seront précisées par décret réglementaire.

CHAPITRE 2: GROUPEMENTS D'ÉLEVEURS

Article 16: Les groupements d'éleveurs sont des entités d'organisation socioprofessionnelle prévues dans le cadre du Mouvement Associatif Agricole.
L'organisation et les règles du Mouvement Associatif Agricole s'applique aux groupements d'éleveurs.
Article 17: Les principaux objectifs assignés aux groupements d’éleveurs sont les suivants :

- constituer un organe de concertation des éleveurs avec les services officiels;
- améliorer la formation et la professionnalisation de leurs membres;
- permettre l’organisation et le suivi des programmes concédés de lutte contre les maladies;
- faciliter la diffusion des techniques nouvelles utiles aux éleveurs;
- favoriser la recherche d’avantages financiers (cancer, approvisionnement, commercialisation et autres ...).

Les activités liées à l’amélioration de la santé animale, la propreté, et les coursants se font conformément aux dispositions du présent Code.

Article 18: Du point de vue technique, les groupements d’éleveurs sont placés sous le contrôle du Ministère chargé de l’Élevage et de ses rattachés.

Article 19: Les conditions à remplir pour la constitution des groupements d’éleveurs et l’obtention de l’agrément sont fixées par décret.

Article 20: Les groupements d’éleveurs sont tenus de respecter toutes les dispositions législatives ou réglementaires se rattachant à l’élevage et aux produits animaux.

CHAPITRE 3: RACES ET REPRODUCEURS

Article 21: Les livres généalogiques de races sont ouverts dans des conditions et selon des modalités définies par voie réglementaire.

Article 22: L’amélioration génétique des races locales est autorisée dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de développement de l’élevage définie par le Ministère chargé de l’élevage.

Article 23: Tout animal décédé ou vendu comme reproducteur doit être évalué d’un centre de production agréé et mun d’un certificat attestant son origine et son état sanitaire. Les modalités d’application de cet article seront définies par voie réglementaire.

Article 24: Il est créé un Comité National d’Amélioration Génétique chargé :
- de concevoir la politique nationale et d’élaborer les stratégies à mettre en œuvre en matière d’amélioration génétique;
- de contrôler la conformité des actions mises en œuvre.


TITRE IV: CIRCULATION DES ANIMAUX

Article 27: Pour toutes les dispositions non évoquées au présent Code, il est fait renvoi aux autres lois ou règlements en vigueur, notamment au Code pastoral.

CHAPITRE 1: DEPLACEMENTS D’ANIMAUX

Article 38: En matière de transhumance, en raison des risques de transmission de maladie auxquelles les troupeaux peuvent être soumis, le Ministère chargé de l’Élevage peut, en cas de nécessité, faire face à une situation sanitaire ou à un risque sanitaire, prendre les mesures de contrôle et des interdictions de circulation.

Les modalités d’application du présent article seront fixées par voie réglementaire.

Article 29: Les autorités administratives des éleveurs sont chargées d’agir en cas d’urgence, selon des modalités établies par voie réglementaire.

Section 2: ANIMAUX ERRANTS

Article 30: Les animaux errants et portant une marque qui ne sont pas d’identité, de femelles suintées sont considérés comme beaux vacanciers. Les jeunes non identifiés, de femelles suintées sont considérés comme effrayés de la marque de leur mère.

Article 31: Les animaux errants et portant une marque qui ne sont pas d’identité, de femelles suintées sont considérés comme effrayés de la marque de leur mère.

Article 32: Les animaux errants et sans marre suintés sur le domaine public ne peuvent être saisis ou abattus que sur décision administrative.

Article 33: Les animaux errants qui portent une marque qui ne sont pas d’identité, de femelles suintées sont considérés comme effrayés de la marque de leur mère. Il est procédé, sauf si le propriétaire ou le parent de l’animal a été signalé par le maire, à l’abattage de l’animal.

S’il est suspect d’avoir malade réputée contagieuse, et notamment de rage, toutes les mesures prévues réglementairement pour ces maladies doivent être prises immédiatement.

CHAPITRE 2: COMMERCE ET ECHANGES D’ANIMAUX

Section 1: VIEUX CACHES

Article 35: En matière de vios cachés dans les ventes ou échanges d’animaux, il est fait renvoi à la législation civile et à la législation commerciale de droit commun.

Section 2: ANIMAUX ATEINTS DE MALADIES REPUTÉES CONTAGIEUSES

Article 36: Sont interdits, la vente, l’échange, le don d’animaux atteints de maladie réputée contagieuse.

Article 37: Même s’il a déjà eu lieu, la vente, l’échange ou le don est nul de plein droit, que le vendeur ou le donateur a connu ou non l’existence de la maladie.

Article 38: Le propriétaire est responsable des préjudices publics ou privés causés par l’animal qu’il a vendu, donné ou échangé, en ce qui concerne les conséquences de la maladie réputée contagieuse.

Article 39: Le vendeur ou le donneur d’un animal est passible de poursuites pénales s’il avait connaissance de la maladie réputée contagieuse, ou s’il avait des doutes sur la santé de son animal sans avoir fait passer un diagnostic par un vétérinaire.

CHAPITRE 3: IMPORTATION ET EXPORTATION


Section 1: Importations

Article 41: Tous les animaux vivants présentés à l’importation en République de Guinée, par terre, mer ou air, sont soumis à un contrôle sanitaire.

Article 42: Les postes d’entrée en République de Guinée sont en nombre limité pour chaque mode de transport.

Article 43: Un certificat de contrôle sanitaire et un certificat d’origine émanant des services vétérinaires officiels du pays d’origine sont exigés.

Article 44: Le contrôle sanitaire est assuré par les services vétérinaires du Ministère chargé de l’Élevage, ou tous vétérinaires mandatés par l’État, sous leurs directives et contrôles.

Article 45: Les résultats du contrôle sanitaire sont :
- L’attribution d’un sceau sanitaire ;
- La mise en quarantaine ;
- Le refoulement ;
- Le cessez-le-feu ;
- L’assistance d’abattage immédiat.

Section 2: Exportations

Article 46: L’exportation n’est pas possible que par les mêmes postes douaniers déterminés pour l’importation. Son contrôle est assuré par les mêmes services et personnes.
Article 47: Les conditions d’exportation peuvent éventuellement comporter l’existence d’un certificat sanitaire, selon les exigences émanant des services vétérinaires officiels du pays destinataire.

LIVRE II : POLICE SANITAIRE

TITRE I : GÉNÉRALITES

CHAPITRE UNIQUE

Article 48: La police sanitaire est l’ensemble des mesures hygiéniques, médicales, administratives et sanitaires qui, en cas d’apparition ou de propagation d’une maladie déclarée, visent à contourner l’apparition ou l’épidémie de la maladie.

Article 49: Les actions de police sanitaire sont justifiées par l’existence des situations sanitaires qui, en cas de propagation d’une maladie déclarée, visent à contourner l’apparition ou l’épidémie de la maladie.

TITRE II : MALADIES REPUTÉES CONTAGIEUSES

CHAPITRE I : MALADIES REPUTÉES CONTAGIEUSES

Article 50: Dans l’intérêt du pays, tant au niveau de la santé publique, qu’au niveau de l’économie, il est établi par décret, sur proposition du Ministre chargé de l’Elevage, une liste spéciale dite « liste des maladies réputées contagieuses ».

Article 51: Les maladies réputées contagieuses sont modifiées ou abrogées par décret, dans les mêmes formes que prévues à l’article 50 ci-dessus.

Article 52: Les maladies réputées contagieuses sont soumises à déclaration obligatoire, tant aux autorités administratives locales qu’au Ministre chargé de l’Elevage.

Article 53: En cas d’apparition ou de propagation d’une maladie déclarée, le Ministre chargé de l’Elevage prend les mesures de police sanitaire et d’émigration pour arrêter la propagation de la maladie.

Article 54: Pour l’application de l’article 51, le Ministre chargé de l’Elevage peut, dans les régions contiguës, prendre des mesures de police sanitaire et d’émigration pour arrêter la propagation de la maladie.

a) réglementer la circulation des animaux, des produits animaux et d’origine animale, pour les espèces déclarées à l’extérieur et à l’intérieur.

b) imposer le recensement et l’identification des animaux.

c) rendre obligatoire les mesures de prophylaxie collective, telles que vaccinations et traitements préventifs ou curatifs.

d) décider l’abattage de certains animaux ou catégories d’animaux dans une zone déterminée.

e) séquestrer en locaux fermés certains animaux, animaux, espèces déclarées à l’intérieur.

f) cantoner dans une zone déterminée certains animaux suspects, contaminés ou même atteints avec visite, inventaire et marquage.

g) délimiter des zones d’interdiction de passage, stationnement ou d’accès aux points d’abreuvement tels que mares et puits.

h) faire abattre sans préavis ou délai et, sans indemnisation ou échange, les animaux marqués qui sortiraient d’une zone interdite et constituerait un risque de dissémination.

i) interdire tout rassemblement d’animaux, en particulier les foires et marchés, dans certains cas, demander aux autorités compétentes d’interdire les rassemblements de personnes si ceux-ci risquent de constituer la dissémination de certains virus ou virus passifs.

j) faire procéder à la désinfection, et si nécessaire à la destruction par le feu, des objets ou locaux souillés par les animaux malades, leurs déjections ou leurs cadavres.

k) imposer la destruction immédiate, l’enfouissement contrôlé ou la stérilisation par le chlore sans délai des cadavres d’animaux.

Les conditions d’applications de ces mesures seront précisées par voie réglementaire.

Article 55: Les mesures énumérées à l’article 51 ci-dessus sont applicables tant dans le cas d’animaux dits animaux que dans le cas de maladies déclarées au niveau international.

Article 56: En cas de suspicion ou de propagation d’une maladie déclarée, les mesures énumérées à l’article 51 ci-dessus ne sont que provisoires, susceptibles de modificaision ou de modification par décret.

Article 57: Le Ministre chargé de l’Elevage fixe par arrêté, pour chaque maladie réputée contagieuse, les mesures appropriées à prendre en cas de propagation, conformément aux dispositions prévues dans l’article 54 ci-dessus.

Article 58: Des indemnités, pour compenser les pertes et les aides pour le support de la mesure imposée, peuvent éventuellement être accordées aux éleveurs, selon les modalités qui seront déterminées par voie réglementaire.

CHAPITRE II : MALADIES DE SECONDE LISTE

Article 59: Une seconde liste de maladies animales établie par décret, en raison de leur importance économique ou sanitaire, et leur danger potentiel de propagation, sera composée de quatre catégories.

Article 60: Les maladies de seconde liste sont soumises à déclaration obligatoire, au niveau des services départementaux de l’Elevage et de la Direction générale nationale de l’Elevage.

Article 61: La circulation des animaux de liste ci-dessus n’est autorisée que par les décrets appropriés.

Article 62: Si, au cours d’une épidémie de la maladie, les éleveurs se justifient, les mesures de police sanitaire et d’émigration sont annulées à l’issue de l’épidémie de la maladie.

Article 63: Le propriétaire de la maladie est qualifié en cas d’apparition ou de propagation d’une maladie déclarée, de manière à prévenir l’apparition ou l’épidémie de la maladie.

Article 64: En cas d’apparition ou de propagation d’une maladie déclarée, la déclaration doit être faite, que l’animaux soit mort ou vivant.

Article 65: Les modalités de suivi par l’administration après déclaration sont déterminées par voie réglementaire pour chaque maladie ou groupe de maladies réputées contagieuses.

Article 66: S’agissant des maladies de seconde liste, telles que définies à l’article 59 ci-dessous, la déclaration doit être faite par le propriétaire des animaux aux autorités sanitaires, au niveau local ou national, quand la maladie est arrivée, que soient les modalités de diagnostic et que l’animaux soit mort ou vivant.

Article 67: Le défaut de déclaration peut faire perdre tout droit à indemnisation en cas d’abattage ou d’application des règles de police et de prophylaxie sanitaire.

TITRE III : LES PROPHYLAXIES COLLECTIVES

CHAPITRE I : DEFINITIONS

Article 68: On entend par prophylaxie toute mesure tendant à protéger un animal, un troupeau, ou même une espèce, de cheptel national contre une maladie, ou à éliminer sa présence à titre sporadique ou occasionnel, soit par des moyens hygiéniques ou sanitaires, soit par des moyens médicaux appliqués à chaque animal individuellement ou collectivement.

Article 69: La prophylaxie est dite collective quand elle s’adresse à un ensemble d’animaux, à une espèce ou à une même propriété ou à un ensemble de propriétés, tant que cette maladie n’existe pas dans les mêmes éleveurs.
Article 70: Les prophylaxies collectives peuvent être volontaires ou obligatoires.

CHAPITRE 2: PROPHYLAXIE COLLECTIVES OBLIGATOIRES


Article 72: L’État accorde une reconnaissance officielle et une aide technique aux prophylaxies collectives obligatoires. Les modalités de mise en œuvre du présent article seront déterminées par voie réglementaire pour chaque type de maladies entraînant la mise en œuvre de prophylaxie collective obligatoire ordinaire ou extraordinaire.

Article 73: La mise en œuvre des mesures de prophylaxie sanitaires collectives et obligatoires est du domaine de l’État.

Toutefois, l’exécution de ces mesures peut être assurée par un vétérinaire privé agréé et délivré mandat par l’État au titre du Mandat Sanitaire.

Les modalités d’application du présent article seront déterminées par voie réglementaire.

Article 74: Le contrôle de l’exécution de l’ensemble des mesures de prophylaxie collectives obligatoires est assuré par les services vétérinaires de l’État.

CHAPITRE 3: PROPHYLAXIES COLLECTIVES VOLONTAIRES

Article 75: Les prophylaxies collectives volontaires sont fondamentalement d’initiative privée (coopérative, ou associative).

Le Ministre chargé de l’Élevage peut, dans le cas de prophylaxies d’initiative privée, définir les méthodes, les techniques, et les modalités d’action à respecter afin d’assurer leur cohérence avec la politique nationale de lutte contre les maladies animales.

Article 76: Les mesures de prophylaxie collectives volontaires sont entreprises avec le consentement des propriétaires ou détenteurs locaux d’animaux.

Cette clause s’applique aussi aux maladies réparties contagieuses, s’il s’agit de mesures complémentaires s’ajoutant à celles qui ont été décidées, à titre obligatoire, par les autorités sanitaires vétérinaires.

Article 77: Le Ministre chargé de l’Élevage a la faculté d’accorder aux prophylaxies collectives volontaires une reconnaissance officielle et une aide technique, selon des modalités déterminées par voie réglementaire pour chaque maladie.

Article 78: Les prophylaxies collectives volontaires peuvent être rendues obligatoires par décret, sur proposition du Ministre chargé de l’Élevage, quand les risques sanitaires ou économiques s’aggravent ou quand la nécessité de quelque-uns compromet le désir du plus grand nombre.

Les modalités d’application du présent article seront fixées par voie réglementaire.

CHAPITRE 4: AIDE FINANCIÈRE

Article 79: Dans le cas des prophylaxies collectives obligatoires, ou volontaires, des aides financières peuvent être accordées, soit directement aux éleveurs, soit à leurs groupements, soit par l’intermédiaire d’une prestation de service.

Dans le cas où l’aide provient de l’État, un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre de l’Élevage en fixe pour chaque cas les modalités d’attribution aux éventuels bénéficiaires.

LIVRE III : LA PROFESSION VETERINAIRE

TITRE 1 : L’EXERCICE DE LA PROFESSION VETERINAIRE

CHAPITRE 1: CADRE GLOBAL

Section 1: Définition

exclusif des soins de santé aux animaux aux membres de la profession vétérinaire dûment inscrits à l’Ordre des vétérinaires, ne peut être accordé que de manière limitée et être à raison temporaire, en fonction des nécessités réelles mais ponctuelles.

Article 80: La profession vétérinaire est l’ensemble des activités pratiquées par un docteur vétérinaire, agrémentée à l’article 35 ci-dessous.

Article 81: Au sein du présent article, aucun par chacun vétérinaire ou vétérinaire individuellement possède ou obtient un diplôme de fin d’études de l’université, d’un institut ou d’une école supérieure de médecine vétérinaire.

En dépit de ce principe commun à toutes les professions, les chartes nationales, après avoir obtenu le diplôme de docteur vétérinaire, sous la Première République.

Article 83: On entend par exercice de la médecine vétérinaire l’utilisation de la connaissance de l’anatomie et de la biologie animale, en vue d’apporter une lenve d’activité physique des animaux.

Article 74: On entend par chirurgie des animaux toutes interventions manuelles ou instrumentales tendant à modifier ou à restituer l’intérêt physique des animaux.

Article 85: L’exercice de la profession vétérinaire implique la capacité de pratiquer conformément à la législation en vigueur et en particulier aux dispositions du présent Code l’ensemble des activités suivantes qui peuvent être scindées en deux catégories:

Les activités qui sont du ressort exclusif des docteurs vétérinaires (articles, l’Ordonnance n°1955, ai) sont:
- tous actes médicaux ou chirurgicaux notamment ceux qui visent au maintien ou à l’amélioration de la santé des animaux et donc de leur production;
- la prescription des médicaments vétérinaires;
- la délivrance des injections et autres vaccins contre les maladies animales;
- la vérification des maladies, l’identification, et la vaccination des animaux;
- la surveillance et la direction des inspections sanitaires et de surveillance des animaux et des produits animaux ainsi que des établissements de collecte de la production animale et de transformation et de commercialisation de ces produits;
- l’exercice des compétences vétérinaires médico-légales;
- l’organisation, le contrôle et l’exécution des mesures de police sanitaire ordinaire ou extraordinaire;
- la législation vétérinaire.

Les activités qui peuvent être partagées avec d’autres catégories socioprofessionnelles compétentes et notamment:
- la pharmacie vétérinaire;
- la production des vaccins et réactifs vétérinaires;
- les conseils aux soins généraux à donner aux animaux, sur leur alimentation, sur leur abreuvement, sur la santé de l’élevage et sur tout ce qui concerne directement ou indirectement la santé et les productions animales;
- la protection des animaux domestiques, appréciés ou sauvages tenus en captivité;
- la défense de l’environnement et de la faune sauvage, selon la législation et la réglementation qui leur est propre;
- la recherche et l’enseignement vétérinaire.

Article 86: La profession vétérinaire s’exerce, soit dans le service public, au service de l’État ou des collectivités locales, soit à titre privé, dans le cadre d’une activité libérale ou salariée.

Article 87: L’exercice complet des soins de santé aux animaux est réservé aux seuls docteurs vétérinaires dans le cadre de l’exercice de la profession telle que définie à l’article 35 ci-dessus.

Article 88: Par dérogation à l’article 87 ci-dessus, des activités partielles peuvent être confiées, sous la responsabilité de docteurs vétérinaires, à des personnes reconnues compétentes à cet effet.

Les dérogations s’appuient dans l’intérêt du développement de l’élevage. En aucun cas, elles ne revêtent un caractère illimité. Les modalités de ces dérogations seront précisées au cas par cas par voie réglementaire.

Section 2: Conditions D’exercice

Article 79: L’exercice de la profession vétérinaire en République de
Gânéa est soumise aux conditions suivantes :
- être de nationalité guinéenne ;
- jouir de droits civils et civilités ;
- être titulaire du diplôme de docteur vétérinaire sauf dérogations prévues par l’article 89 ci-dessus ;
- être inscrit au tableau de l’Ordre des Docteurs Vétérinaires.

Article 90 : Les conditions à l’article 89 ci-dessus sont à l’exclusion de toutes autres, les suivantes :
- les docteurs vétérinaires étrangers recrutés pour le compte exclusif de l’Etat, sous contrat ou au moyen d’accords de coopération bilatéraux ou multilatéraux, ils n’ont pas obligation à être inscrit à l’Ordre ;
- les docteurs vétérinaires étrangers recrutés pour le compte exclusif d’entreprises privées pour des fonctions spécifiques et une durée déterminée et après autorisation du Conseil de l’Ordre des Docteurs Vétérinaires.

Les conditions d’application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Section 3 : Droits et Devoirs

Article 91 : Les docteurs vétérinaires ont pour mission de contribuer à la mise en œuvre de la politique générale de développement du secteur élevage, définie en République de Guinée.

Article 92 : Les docteurs vétérinaires exerçant à titre public ou privé sont tenus d’exécuter les réquisitions légalement établies en cas de force majeure par l’autorité publique.

Article 93 : Les docteurs vétérinaires sont tenus au respect des devoirs et obligations définis par la Code de déontologie vétérinaire.

Article 94 : Les docteurs vétérinaires sont tenus à une obligation de dignité, d’indépendance et de prudence.

Article 95 : Les docteurs vétérinaires sont tenus au respect du secret professionnel à l’égard des tiers à l’exception :
- des déclarations obligatoires en cas de maladies réputées contre indications de spectateurs ;
- des expertise médico-légales réclamées par l’autorité judiciaire.

Ils sont tenus à la discretion professionnelle pour toutes informations obtenues dans le cadre de leurs activités pratiques.

Article 96 : Les docteurs vétérinaires sont tenus d’apporter toute la diligence aux animaux qu’ils soignent. Ils sont tenus à l’obligation des moyens, mais pas l’obligation des résultats. La responsabilité est donc dégagée lorsqu’il aura été prouvé que l’ensemble des moyens nécessaires et disponibles a été mis en œuvre pour arriver au résultat.

Article 97 : Les docteurs vétérinaires fonctionnaires, contractuels ou libéraux mandatés par l’Etat pour une tâche de service public sont placés sous la protection contre les outrages, les entraves à l’exercice de leurs fonctions, les menaces ou les tentatives d’obtenir indirectement certains avantages.

Section 4 : Exercice Ilégal

Article 98 : Exercer illégalement la profession vétérinaire, toute personne qui, en remplaçant les conditions prévues à l’article 89 ci-dessus, se réunit au tableau de l’Ordre, ne se réunit qu’à des obligations qu’il est indispensable de remplir, déterminées par l’autorité judiciaire.

Il est sur le même cas des personnes qui, ayant rempli, ne remplissent plus les conditions précitées.

Article 99 : Usure le titre de docteur vétérinaire toute personne qui fait prévaloir ou suivi son nom de la mention « docteur vétérinaire » ou « vétérinaire » sans satisfaire aux conditions présentes à l’article 82 du présent Code.

Article 100 : Le Ministre chargé de l’Elevage et le président de l’Ordre des docteurs vétérinaires sont habilités à fixer les tribunaux en cas d’infractions constatées aux dispositions du présent Titre.

Article 101 : Tous usagers ayant consulté une personne exerçant le titre de vétérinaire ou docteur vétérinaire, ou exerçant illégalement la profession vétérinaire, peut porter plainte devant les tribunaux compétents, dans la mesure où il ne constaterait pas antérieurement la réalité de ces infractions.

CHAPITRE 3 : L’EXERCICE DE LA PROFESSION VETERINATURE DANS LE SECTEUR PUBLIC.

Article 102 : L’exercice privé de la profession vétérinaire selon les quatre modalités suivantes. En est autorisé et encouragé par l’Etat dans le cadre de la réforme du service public :
- L’exercice salarié sur base contractuelle. Cette modalité d’exercice est incompatible avec chacune des trois suivantes.
- L’exercice libéral, sous toutes les formes à titre individuel ou en association.
- L’exercice à titre de vétérinaire-conseil dans un groupement d’élèves, à temps plein ou à temps partiel.
- L’exercice à titre de grossiste répartiteur ou fabricant de médicaments.

Article 103 : Toute personne autorisée à exercer la profession vétérinaire à titre privé est tenue de l’exercer personnellement et sans recourir à un pseudonyme.

Elle peut recruter un personnel qualifié placé sous sa responsabilité en vue de l’aider dans ses activités.

Article 104 : Le vétérinaire privé exerçant à titre libéral est autorisé à percevoir des honoraires en rémunération de ses activités professionnelles. Il est également autorisé à recevoir une rémunération de la part de l’Etat dans le cadre de l’exercice d’un mandat sanitaire.

Article 105 : Les vétérinaires du secteur privé peuvent être engagés par l’Etat, à temps partiel, mandat sanitaire ou vocation, pour accomplir des tâches nécessaires à la demande de l’administration, sous son contrôle et sa responsabilité.

Article 106 : L’exercice privé de la profession vétérinaire est effectué sous contrôle de l’Ordre.

Les conditions d’application du présent article seront précisées par voie réglementaire.

Article 107 : Les vétérinaires étrangers ne sont pas en principe autorisés à pratiquer la vétérinaire en République de Guinée. Toutefois, le Ministre chargé de l’Elevage, sur proposition du Conseil de l’Ordre peut accorder des dérogations exceptionnelles, notamment si le postulant est le sujet d’un accord de coopération avec les pays voisins.

Les conditions d’application du présent article seront précisées par voie réglementaire.

Article 108 : Entre vétérinaires privés et vétérinaires publics, il y a une concurrence qui est permise. Les conditions d’exercice de la profession vétérinaire doivent être considérées comme des monopoles géographiques.
Article 112: Par dérogation à l'article 111 ci-dessus, des vétérinaires du secteur public peuvent être autorisés à exercer une activité de médecine vétérinaire à titre privé, dans l'intérêt de l'Élevage.

Ces dérogations ne peuvent être accordées que s'il n'y a aucun vétérinaire privé en exercice dans la zone considérée.

Elles ne sont délivrées que pour une zone déterminée et pour une durée limitée, ne dépassant pas un an. Elles ne sont pas renouvelées par tacite reconduction, mais sur un nouveau formulaire. Elles deviennent caduques dès qu'un vétérinaire privé s'installe dans la zone.

Pour la mise à jour, s'installer à titre provisoire, le vétérinaire du secteur public ne peut solliciter du Ministre chargé de l'Élevage un permis de préemption sur la zone d'activités.

Les modalités d'application du présent article seront précisées par voie réglementaire.

Article 113: Dans les domaines de compétences administratives qui leur sont attribuées par le présent Code et, par d'autres textes, les vétérinaires du secteur public sont habilités sur toute l'étendue du territoire national à rechercher, constater, relever et faire sanctionner par l'autorité judiciaire les infractions aux lois et règlements en vigueur.

Article 114: L'activité des vétérinaires du secteur public engage la seule responsabilité de leur administration, et non de la personne physique ou morale qui leur est subordonnée. Leur responsabilité personnelle ne peut être mise en cause que dans le cas de faute personnelle déshonorante du service.

TITRE 2 - L'ORDRE NATIONAL DES DOCTEURS VETERINAIRES

CHAPITRE UNIQUE

Article 115: Il est créé un Ordre National des Docteurs Vétérinaires (ONDV), désigné dans ce qui suit par « l'Ordre », qui comprend tous aux vétérinaires exerçant effectivement la profession vétérinaire en République de Guinée.

Article 116: L'Ordre veille au maintien des principes de moralité, de probité et de dévouement indispensables à l'exercice de la profession vétérinaire, à l'observation par tout membre des devoirs professionnels, ainsi que des règles édictées par le Code de déontologie vétérinaire.

En outre, l'Ordre:
- assure la défense de l'honneur, de la dignité et de l'indépendance de la profession vétérinaire;
- est chargé de la défense des intérêts moraux et professionnels;
- peut organiser toute action sociale au bénéfice de ses membres ou de leurs ayants-droit.

Article 117: L'Ordre comprend les instances suivantes:
- l'Assemblée Générale de l'Ordre;
- le Conseil de l'Ordre.

Article 118: Il est constitué une chambre de discipline pour sanctionner les infractions au Code de déontologie vétérinaire, examiner les plaintes des clients et régler les conflits entre vétérinaires et l'administration, et plus généralement, sur tous les cas qui lui sont soumis par le Président du Conseil de l'Ordre.

Article 119: L'Assemblée Générale de l'Ordre est constituée de tous les membres inscrits au tableau de l'Ordre. Elle se réunit en session ordinaire tous les trois ans sur convocation du président pour:
- élire les membres du Conseil de l'Ordre;
- statuer sur le rapport d'activité présenté par le Président;
- déterminer les orientations susceptibles d'assurer la bonne marche de la profession.

Article 120: Le Conseil de l'Ordre National des Docteurs Vétérinaires, désigné dans ce qui suit par « le Conseil » est l'organe exécutif de ce dernier.

Sont seuls éligibles au Conseil, les vétérinaires de nationalité guinéenne en pleine jouissance de leurs droits civils, âgés au moins de trente ans, ayant au moins cinq ans d'activité professionnelle et trois ans d'inscription au tableau de l'Ordre.

Le siège du Conseil est fixé à Conacry, capitale de la République, ayant juridiction sur toute l'étendue du territoire national. Il peut être transféré à tout autre endroit sur décision de l'Assemblée Générale de l'Ordre.

Article 121: Le président représente l'Ordre dans tous les actes de la vie civile et en justice.

Article 122: Le Conseil se réunit au moins deux fois par an, sur convocation du Président, ou à l'initiative directe de la majorité absolue des membres du Conseil.

Article 123: L'exercice de la discipline est prévu par un magistrat nommé par le Ministère de la Justice, Garde des Sceaux.

Article 124: Les sanctions prononcées peuvent aller jusqu'à une interdiction temporaire d'exercer et à la radiation du tableau de l'Ordre.

Article 125: Le droit de recours devant la Cour d'Appel est reconnu pour les questions relatives à l'inscription au tableau de l'Ordre, à la reconnaissance des qualifications professionnelles, au contentieux électoral, à l'interdiction temporaire du droit d'exercer, à la radiation du tableau de l'Ordre.

L'appel à un effet suspensif, sauf en matière d'inscription au tableau de l'Ordre.

Article 126: L'exercice de l'action disciplinaire ne fait pas obstacle aux poursuites que le Ministère public ou les particuliers peuvent intenter devant les juridictions d'ordre judiciaire, à raison de fautes pénales ou de dommages imputables à un vétérinaire.

LIVRE IV - PHARMACIE VETERINAIRE

TITRE I - DEFINITIONS

CHAPITRE UNIQUE

Article 127: On entend par médicament vétérinaire toute substance ou préparation présentée sous forme solvantique ou purgatoire et utilisée au profit ou à l'avantage d'un animal domestique, ou pour le maintien de sa santé ou pour son entretien.

Article 128: Les médicaments vétérinaires sont utilisés pour le diagnostic des maladies animales.

Article 129: On entend par prémédication médicamenteuse tout médicament vétérinaire préparé à l'avance et exclusivement destiné à la fabrication d'aliments médicamenteux.

Article 130: On considère comme médicament vétérinaire pur tout médicament vétérinaire préparé à l'avance et destiné à la fabrication d'aliments médicamenteux, ainsi que toute substance ou préparation qui est employée pour la transformation de l'alimentation des animaux dans un but approprié ou pertinent.

Article 131: On entend par:
- médicament vétérinaire préfabriqué, tout médicament vétérinaire préparé à l'avance et destiné à la fabrication d'aliments médicamenteux;
- spécialité pharmaceutique utilisée dans le cadre des soins vétérinaires, à la fois pour sa valeur médicamenteuse ou thérapeutique, et pour son mode d'emploi, à savoir pour la transformation de l'alimentation des animaux dans un but approprié ou pertinent.

Article 132: On considère comme médicaments vétérinaires:
- les substances, à la fois pour leur utilisation en élevage ou pour l'entretien des animaux.
- les substances, qui, par leur nature ou leur composition, peuvent être utilisées dans l'élevage ou dans le traitement des animaux.

Les substances et conditions d'utilisation de ces produits sont déterminées par voie réglementaire.

Article 133: Les médicaments vétérinaires sont conçus et destinés aux besoins des animaux en élevage et au traitement des maladies animales. Ils sont utilisés dans le cadre de la lutte contre les maladies réputées contagieuses.

Les faits et conditions d'utilisation de ces produits sont déterminées par voie réglementaire.
La liste limitative et les dosages maximales admis dans les aliments finis sont déterminés par voie réglementaire.

**Article 134**: On entend par:
- fabricant de médicaments vétérinaires, tout pharmaceutique, tout vétérinaire ou tout établissement public, semi-public ou privé, propriétaire d’un établissement de préparation et de vente, en vue de la vente à la préparation unique ou partielle de médicaments vétérinaires.
- grossiste, répartiteur en médicaments vétérinaires, tout pharmacien, tout vétérinaire, ou tout établissement public ou privé, propriétaire d’un établissement de vente ou de préparation et de vente en gros et en unité de médicaments vétérinaires aux personnes autorisées à les recevoir, soit pour leur utilisation directe, soit pour la vente au détail.
- public, toute personne physique ou morale habilitée par la loi à recevoir des médicaments vétérinaires pour un usage direct, soit sur prescription, soit de la part du vétérinaire ou soigneur ses animaux, soit encore directement dans le cas des médicaments vendus sans ordonnance.

**Article 135**: On entend par préparation extemporanée toute préparation réalisée sur prescription et à la demande pour reconstituer un produit bien défini dans le temps.

**TITRE 2** : MODIFICATION DE LA MISE SUR LE MARCHE

**CHAPITRE 1** : AUTORISATION DE MISE SUR LE MARCHE

**Article 136**: Exception faite des aliments médicamenteux, aucun médicament vétérinaire ne peut être livré au public s’il n’a pas reçu ou préalablement une autorisation de mise sur le marché (AMM). Les conditions et la durée d’une AMM sont déterminées par voie réglementaire.

**Article 137**: L’autorisation de mise sur le marché des médicaments vétérinaires est donnée par le Ministre chargé de l’Elevage sur avis d’une Commission des Autorisations de Mise sur le Marché dont les membres seront désignés, et les modalités de fonctionnement seront définies, par voie réglementaire.

**Article 138**: La dérogation à l’article 136 ci-dessus, le Ministre chargé de l’Elevage peut autoriser l’utilisation de médicaments encore dépourvus d’AMM dans les cas suivants:
- pour faire face à une situation sanitaire exceptionnelle;
- pour autoriser l’expérimentation des produits nouveaux sous le contrôle des services vétérinaires officiels et de la Commission des Autorisations de Mise sur le Marché.

**CHAPITRE 2** : IMPORTATION

**Article 139**: Un médicament vétérinaire ne peut être distribué en République de Guinée que s’il a obtenu l’autorisation de mise sur le marché (AMM).
Il est également externe de l’importateur une attestation de l’obtention de l’AMM dans son pays d’origine.

**Article 140**: Toute personne physique ou morale se livrant à l’importation de médicaments vétérinaires doit satisfaire aux conditions prévues à l’article 142 ci-dessous.

**Article 141**: Les modalités d’application des articles du présent chapitre seront précisées par voie réglementaire.

**TITRE 3** : CONDITIONS DE VENTE

**CHAPITRE 1** : ÉTABLISSEMENTS DE PREPARATION ET DE VENTE EN GROS

**Article 142**: Tout établissement de préparation et de vente ou de distribution en gros de médicaments vétérinaires doit être la propriété d’un vétérinaire, d’un pharmacien ou d’une personne morale (société de droit Guinéen). Il doit être obligatoirement doté d’un vétérinaire conseil. Si le propriétaire de l’établissement est docteur vétérinaire, celui-ci peut cumuler les fonctions de vétérinaire conseil et de directeur.

**Article 143**: Le vétérinaire conseil doit être de nationalité guinéenne et être inscrit au tableau de l’Ordre. Sa fonction est incompatible avec l’exercice de la clientèle libérale.

**Article 144**: Le vétérinaire conseil est responsable de l’application des dispositions législatives et réglementaires concernant les médicaments vétérinaires.

**CHAPITRE 2** : VENTE AU DETAIL DES MEDICAMENTS VETERINAIRES

**Article 145**: Il est créé deux listes de médicaments vétérinaires:
- la liste A des médicaments qui ne peuvent être acquis que sur présentation d’une ordonnance établie par un vétérinaire dûment inscrit à l’Ordre;
- la liste B des médicaments vétérinaires d’usage courant qui ne présentent pas de dangers pour l’animal, l’utilisateur ou le consommateur et qui peuvent être acquis sans ordonnance.
Les modalités d’application du présent article et les listes de médicaments seront déterminées par voie réglementaire.

**Article 146**: Seuls peuvent détenir en vue de leur cessation aux utilisateurs et délivrer au détail les médicaments vétérinaires de la liste A, que ce soit à titre onéreux ou à titre gratuit:
- les pharmaciens titulaires d’une officine, sur prescription d’un membre de la profession vétérinaire dûment inscrit à l’Ordre;
- les vétérinaires exerçant à titre privé dans le cadre de leur clientèle ou au sein des groupements d’éleveurs;
- les vétérinaires de la fonction publique prévisiblement autorisés à exercer l’intégralité des activités constituant la profession vétérinaire en absence de vétérinaire privé dans une zone délimitée.
Les cas dérogatoires éventuelles seront utiles par voie réglementaire.

**Article 147**: Seuls peuvent détenir en vue de leur cessation aux utilisateurs et délivrer au détail les médicaments vétérinaires de la liste B, que ce soit à titre onéreux ou à titre gratuit:
- les pharmaciens titulaires d’une officine, sur prescription d’un membre de la profession vétérinaire dûment inscrit à l’Ordre;
- les vétérinaires exerçant à titre privé dans le cadre de leur clientèle ou au sein des groupements d’éleveurs;
- les vétérinaires de la fonction publique prévisiblement autorisés à exercer l’intégralité des activités constituant la profession vétérinaire en absence de vétérinaire privé dans une zone délimitée;
- les organisations socioprofessionnelles d’éleveurs pour la distribution au niveau de leurs adhérents;
- toutes personnes reconnues compétentes en application de l’article 88

**Article 148**: Il est interdit aux personnes visées aux articles 146 et 147 de cumuler leurs activités avec des activités de grossiste répartiteur de médicaments vétérinaires.
Toutefois le Ministre chargé de l’Elevage, sur proposition du Conseil de l’Ordre peut, en cas de nécessité, accorder des dérogations temporaire exceptionnelles aux vétérinaires privés qui en ébranlent la demande. Ces dérogations non renouvelables ne devraient pas dépasser une durée maximale de deux ans.

**Article 149**: Pour la réalisation des actions sanitaires dans le cadre des prophylaxies effectuées par eux et uniquement à titre de service des services vétérinaires des Élevages peuvent même en présence d’un vétérinaire privé détenir, mettre, utiliser ou faire utiliser sous leurs directives et contrôles, les médicaments vétérinaires nécessaires à ces actions.

**Article 150**: Les éleveurs peuvent détenir, et utiliser à leur fin personnelle les médicaments vétérinaires de la liste B.

**Article 151**: Les préparations extemporanées sont réalisées, soit par les pharmaciens sur prescription, soit par les vétérinaires.

**Article 152**: Il est interdit au vétérinaire de délivrer au public des médicaments à usage humain.
Toutefois, il lui est possible, soit de les prescrire pour les animaux des éleveurs à usage humain que seront délivrées par un pharmacien, soit de les adminiser aux animaux qu’il soigne.
LIVRE V: PRODUITS ANIMAUX

TITRE 1: PRODUITS ANIMAUX NON COMESTIBLES

CHAPITRE 1: PORTÉE ET DÉFINITIONS.

Article 153: Le présent chapitre est consacré aux prescriptions sanitaires portant sur les produits animaux ou d'origine animale qui ne sont pas destinés à la consommation humaine, ni à l'alimentation animale.

Il concerne également, dans l'intérêt de l'élevage et de santé publique, le devenir des cadavres et déchets d'animaux.

Article 154: Au sens du présent article on entend par produits animaux les viandes, les produits de pêche, les produits d'origine animale destinés à l'alimentation humaine, à l'alimentation animale, à usage pharmaceutique, agricole ou industriel.

Article 155: Au sens de l'article 153 ci-dessus on entend par produits animaux ou d'origine animale destinés à l'usage industriel des peaux et du cuir brut, les fournitures, la laine, les poils, les soies, les plumes, les ovaires, les cœurs, les os, les yeux et les goûts, les organes d'origine animale ainsi que tous produits animaux ou d'origine animale alimentaires, lorsqu'ils sont destinés à un usage industriel non alimentaire.

Article 156: Ont entendu par produits d'origine animale destiné à l'usage agricole, les déjections des animaux ou leurs produits de transformation ainsi que tous produits animaux destinés à être utilisés comme engrais agricoles.

Article 157: On entend par produits d'origine animale destinés à l'usage pharmaceutique les organes, glandes, tissus et liquides organiques d'animaux destinés à la préparation des produits pharmaceutiques.

CHAPITRE 2: UTILISATIONS DES PRODUITS ANIMAUX NON COMESTIBLES

Section 1: Cadavres d'Animaux

Article 158: Un entonnoir par cadavre, la décomposition d'un animal n'ayant pas subi la procédure usuelle d'abattage.

Article 159: Les cadavres sont plus laissés dérivés ou transformés pour servir d'aliens pour les animaux.

Les modalités de destruction ou de valorisation de ces cadavres seront déterminées par voie réglementaire.

Section 2: Autres Produits Animaux non Comestibles

Article 160: Les modalités et les conditions d'utilisation des produits animaux ou d'origine animale non comestibles définis aux articles 155, 156 et 157 ci-dessus seront précisées par voie réglementaire.

TITRE 2: PRODUITS ANIMAUX COMESTIBLES: HYGIENE DES DERNIÈRES ALIMENTAIRES ET D'ORIGINE ANIMALE

CHAPITRE 1: DÉFINITIONS

Article 161: On entend par dernière animale:

1. les animaux présentés à la vente pour la consommation: vivants ou abattus, sujets ou décomposés, à savoir:
   - les animaux de boucherie: animaux vivant à l'état domestique des espèces bovines, ovines, caprines et porcines, et éventuellement des espèces équines, sauvages et de leurs croisements;
   - les volailles et lapins domestiques;
   - les gibiers;
   - les produits de la mer et d'eau douce;

2. les viandes et abats, c'est-à-dire toutes les parties des animaux de boucherie, des volailles, des lapins et du gibier susceptibles d'être livrés au public en vue de la consommation. La présente liste n'est pas limitative: elle pourra être complétée par décret.

Article 162: On entend par dernière animale les produits comestibles élaborés par les animaux à l'état naturel, notamment le lait, les œufs et le miel, transformés, ainsi que les dernières animales présentées à la vente après préparation, traitement, transformation, que ces produits soient mélangés ou non avec d'autres denrées. Sont notamment considérés comme produits transformés les conserves, semi-conserves, les produits de charcuterie, élaborés à partir de toutes espèces, des denrées animales vives ou ougures.

Article 163: On entend par inspection sanitaire l'application de l'ensemble des mesures hygiéno-techniques, médicales, administratives et légales prises pour déterminer, d'une part si un animal est propre à l'abattage, et d'autre part son devenir post-mortem.

Article 164: On entend par inspection de salubrité l'application de l'ensemble des mesures hygiéno-techniques, médicales, administratives et légales prises pour déterminer si une dernière est propre à la consommation ou non.

Article 165: On entend par contrôle sanitaire l'application de l'ensemble des mesures hygiéno-techniques, médicales, administratives et légales prises en vue d'éviter l'introduction et la diffusion de maladies contagieuses sur le territoire national.

Article 166: Au sens du présent article on entend par opérateur économique toute personne physique ou morale qui collecte, stocke, transforme, en vue de leur cession à des consommateurs finaux ou intermédiaires des produits animaux alimentaires, d'origine animale, ou comprenant une ou l'autre de ces dernières, que la cession soit faite en gros ou au détail, à titre onéreux ou gratuit.

Article 167: Au sens de la présente loi on entend par «publique» et «connaissance publique» toute personne physique ou morale qui, étant à titre onéreux ou gratuit, dispose des produits animaux alimentaires, de derrières animales ou d'origine animale), destinées, soit à sa consommation personnelle, soit à celle des personnes dont elle a la charge.

CHAPITRE 3: L'INSPECTION SANITAIRE ET L'INSPECTION DE SALUBRITÉ

Article 168: Toute dernière animale doit avoir subi une inspection de salubrité avant de pouvoir être livrée à la consommation.

Toute dernière d'origine animale doit avoir subi une inspection de salubrité avant de pouvoir être livrée à la consommation.

Ces inspections peuvent comporter des examens de laboratoire, microbiologiques, physico-chimiques ou radiologiques.


Cependant dans le cadre de la réforme du service public, l'Etat peut déléguer ces opérations à un vétérinaire privé, mais toujours sous les directives et contrôles d'un vétérinaire du secteur public.

Article 170: Les dernières avant subi l'inspection de salubrité et reconnues propres à la consommation humaine peuvent être revendues d'un signe distinctif, appelé marquit de salubrité.

Article 171: Les dernières reconnues impropres à la consommation humaine (dernières saines sanitaires pronoimées par les vétérinaires visés à l'article 169 et dessous.

La saisie sanitaire est la réduction du droit de propriété consistant en l'interdiction de toute utilisation alimentaire.

Toute denrade saine est placée sous contrôle des services vétérinaires.

Article 172: Toute dernière sanitaire fait l'objet de la renu de l'identification du propriétaire des produits.

Article 173: L'utilisation éventuelle des dernières saisies n'est possible que sur demande expresse du propriétaire. Elle est autorisée sous contrôle des services vétérinaires qui ont prononcé la saisie et de ceux du lieu de réception.

Article 174: Les coûts occasionnés par les inspections sanitaires et de salubrité sont supportés par les opérateurs économiques définis à l'article 166 ci-dessus.

Article 175: Les conditions d'appréciation du présent chapitre seront déterminées par voie réglementaire.

CHAPITRE 3: IMPORTATION ET EXPORTATION

Section 1: Importation

Article 176: Tous les produits alimentaires présents à l'importation
en République de Guinée, par terre, mer ou air, sont soumis préalablement à leur dédouanement à un contrôle sanitaire et une inspection de salubrité.

Article 177: Les postes d’entrée en République de Guinée sont en nombre limité pour chaque mode de transport.

Article 178: Un certificat sanitaire et de salubrité émanant des services vétérinaires officiels du pays d’origine est exigé.

Article 179: Un certificat d’origine et une attestation de conformité qualitative peuvent également être exigés pour certains produits.

Article 180: Le contrôle sanitaire et l’inspection de salubrité sont assurés par les services vétérinaires du secteur public.

Article 181: Les résultats du contrôle sanitaire et de l’inspection de salubrité à l’importation sont:
- l’autorisation d’entrée sur le territoire national;
- l’autorisation d’entrée sous conditions;
- la mise en consigne;
- le refolement;
- la saisie et la destruction immédiate.

Section 2 - Exportation

Article 182: L’exportation n’est possible que par les mêmes postes douaniers déterminés pour l’importation. Son contrôle est assuré par les services vétérinaires du secteur public.

Article 183: Les conditions d’exportation pourront éventuellement comporter la délivrance d’un certificat de salubrité et d’une attestation de conformité, selon les exigences émanant des services vétérinaires officiels du pays destinataire.

Section 3 - Prise en Charge Financières

Article 184: Le contrôle et les inspection envisagées s’effectuent intégralement aux frais de l’importateur ou de l’exportateur.

Les dispositions complémentaires seront précisées par voie réglementaire.

CHAPITRE 4 - DOMAINES D’APPLICATION EXTENSIVE

Article 185: Le présent chapitre traite des dispositions applicables, soit aux personnes qui traitent les produits, soit aux matériels dont ils se servent, soit aux locaux qu’ils utilisent, pour la conservation, le transport, la transformation, le stockage, la production, la distribution et la remise au consommateur final.

Section 1: Les Professionnels

Article 186: Définition des intervenants

On entend par professionnel de la viande tout opérateur économique et ses agents qui interviennent en un point quelconque de la chaîne viande et abats de l’abattage jusqu’à la commercialisation.

On entend par professionnel du lait et des produits laitiers tout opérateur économique et ses agents qui interviennent en un point quelconque de la chaîne lait et produits laitiers de la collecte jusqu’à la commercialisation.

On entend par professionnel des œufs et des ovoproduits tout opérateur économique et ses agents qui interviennent en un point quelconque de la chaîne œufs et ovoproduits de la collecte jusqu’à la commercialisation.

On entend par professionnel des produits apicoles tout opérateur économique et ses agents qui interviennent en un point quelconque de la chaîne apicole de la collecte jusqu’à la commercialisation.

On entend par professionnel des produits de la mer et d’eau douce tout opérateur économique et ses agents qui interviennent en un point quelconque de la chaîne des produits de la mer et d’eau douce de la capture jusqu’à la commercialisation.

Article 187: Les différentes professions composant chacune des chaînes identifiées à l’article 186 ci-dessus seront définies et détaillées par voie réglementaire.


Article 189: Il sera institué pour chacune des professions définies en application de l’article 187 un Code de bonne pratique.

Article 189: Les professionnels visés à l’article 186 ci-dessus sont tenus de respecter scrupuleusement le Code de bonne pratique qui aura été défini pour leur profession.

Article 191: L’exercice d’une quelconque des professions qui auraient été déterminées par le biais d’un examen médical sémiestriel d’aptitude sanctionné par un certificat délivré par un médecin officiel attestant notamment l’absence de toutes maladies contagious ou de maladies pouvant entraîner la contamination des denrées alimentaires à être consommées au public.

Article 192: Les professionnels visés à l’article 186 du présent Code qui utilisent une infrastructure publique sont tenus d’observer scrupuleusement son règlement intérieur.

Article 193: Les professionnelles visés à l’article 186 ci-dessus sont responsables des dommages qu’ils mêmes, leurs employés ou leurs apprentis auraient occasionnés par manquement aux lois, règlements et Codes de bonne pratique en vigueur.

Section 2: Les Locaux

Article 194: Les différents types d’infrastructures utilisées par chacune des chaînes identifiées à l’article 186 ci-dessus seront définis par voie réglementaire.

Article 195: Pour chaque type d’infrastructure défini en application de l’article 194 précédent, il sera institué par voie réglementaire un cahier des charges régissant le positionnement, la construction, le fonctionnement et l’entretien.

Article 196: Pour chaque type d’infrastructure défini en application de l’article 194 ci-dessus, il sera institué par voie réglementaire un protocole régulateur de visite sanitaire.

Article 197: L’utilisation d’une infrastructure sanitaire est subordonnée au préalable à l’établissement d’un règlement intérieur, établi dans le respect de la prescription des articles 189 et 190 du présent Code, par les utilisateurs avec l’aide de l’autorité locale compétente et des services de l’égéance.

Article 198: Les propriétaires ou les responsables des infrastructures définies en application de l’article 194 sont tenus de se soumettre au contrôle régulier défini pour le type d’établissement qu’ils président ou dirigent...

Article 199: En déhors des infrastructures destinées à la vente des denrées animales et d’origine animale, l’accès aux locaux est interdit à toute personne étrangère au secteur.

Article 200: L’accès de toutes infrastructures définies en application de l’article 194 du présent Code est formellement interdit à tout animal domestique ou sauvage. Les propriétaires ou responsables d’établissement sont personnellement responsables de l’utilisation de cette clause.

Article 201: Les propriétaires ou les responsables des infrastructures définies en application de l’article 194 ci-dessus sont tenus d’assurer ou de faire assurer une fréquence minimale d’un nettoyage complet par jour, sauf pour les installations frigorifiques pour lesquelles les modalités particulières de nettoyage seront fixées par voie réglementaire.

Article 202: Les professionnels visés à l’article 186 ci-dessus sont responsables des dommages qu’ils mêmes, leurs employés, ou leurs apprentis peuvent occasionner dans l’utilisation d’une infrastructure publique.

Section 3: Le Matériel

Article 203: Les différents types de matériel et leurs caractéristiques minimales seront déterminées dans le cahier des charges relatif aux différents types d’infrastructures.

Article 204: Les professionnels, leurs employés ou leurs apprentis sont tenus d’assurer en tous temps le maintien d’une partie hygiène au niveau de leurs instruments de travail.
LIVRE VI - PROTECTION DES ANIMAUX ET DE LA FAUNE
TITRE I - PROTECTION DES ANIMAUX
CHAPITRE UNIQUE

Article 205: Il est interdit d’infliger aux animaux des souffrances non rendues indispensables ou indispensables au regard aux conditions de vie et aux nécessités les plus absolues.

L’abattage des animaux est réalisé avec le minimum de souffrances. Les dispositions du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Article 206: L’expérimentation sur les animaux est réglementée.

Son exercice hors de la réglementation édictée est considéré comme acte de cruauté ou mauvais traitement au sens que sera défini par voie réglementaire en application de l’article 205 du présent Code.

TITRE 2: PROTECTION DE LA FAUNE SAUVAGE ET DE L’ENVIRONNEMENT
CHAPITRE UNIQUE

Article 207: Toutes mesures sont prises pour assurer, établir ou rétablir un équilibre harmonieux entre la faune sauvage et son environnement d’une part, et l’élevage, notamment l’élevage extensif, d’autre part.

Le Ministère Chargé de l’Élevage propose, dans son domaine de compétences, les textes nécessaires à cet effet, en application des Codes et Lois spécifiques, auxquels le présent Code renvoie.

Article 208: Le Ministre Chargé de l’Élevage veille, dans le cadre des contrôles sanitaires aux frontières, aux conditions d’importation et d’exportation des espèces protégées.

LIVRE VII - PENALITES
TITRE 1: GENERALITES
CHAPITRE UNIQUE

Article 209: Dans leur domaine de compétences, les vétérinaires du secteur public attachés au Ministère chargé de l’élevage sont habilités à rechercher, dresser constat et transmettre à l’autorité judiciaire compétente les infractions aux dispositions du présent Code de l’élevage et de ses textes d’application et de renvoi.

Article 210: En cas de récidive, les sanctions prévues sont aggravées et relevées d’un degré, au point même de les faire changer de catégorie, de contravention à délit, et de délit à crime.

Article 211: En plus des peines prévues, la juridiction saisie peut déclarer confisqués au bénéfice du Trésor Public les denrées, produits et objets de l’infraction et tous ceux qui auraient servi à la préparer ou à la commettre.

Article 212: Nul ne peut être poursuivi, s’il se soumet volontairement aux contrôles vétérinaires et en respecte les prescriptions.

TITRE 2: INFRACTIONS QUALIFIEES CRIMES
CHAPITRE UNIQUE

Article 213: Sont qualifiés de crimes les infractions suivantes:

1. expansion volontaire d’épizootie en matière de maladie transmissible à l’homme, ayant entraîné mort d’homme ou invalidité permanente.

2. en récidive, expansion volontaire d’épizootie en matière de maladie non transmissible à l’homme mais ayant des incidences foudroyantes pour l’économie nationale ou l’avenir de l’élevage dans le pays;

3. importation illégale de médicaments vétérinaires dangereux pour l’homme ayant entraîné mort d’homme ou invalidité permanente.


TITRE 3 - INFRACTIONS QUALIFIEES DELITS
CHAPITRE 1: DELIT CONSIDERES COMME PARTICULIEREMENT GRAVES

Article 215: Sont qualifiés délits et considérés comme particulièrement graves, les infractions suivantes:

1. expansion volontaire d’épizootie en matière de maladie transmissible à l’homme ou dangereuse pour l’économie et l’élevage nationaux;

2. à partir de la deuxième récidive, expansion de maladie épidémique transmissible à l’homme ou dangereuse pour l’économie et l’élevage nationaux, par transmission renouvelée à la législation et à la réglementation sanitaires ou négligences graves et répétées;

3. importation, fabrication, mise en vente ou usage illégal de médicaments vétérinaires dangereux pour l’homme ou l’animal.

4. fabrication d’aliments pour animaux entraînant des troubles graves et préjudiciables par l’intermédiaire des animaux à la santé humaine ou à l’économie de l’élevage, en cas de fraude ou de mauvaise foi.

Article 216: Les délits aggravés tels que visés à l’article 215 ci-dessus sont punis d’un emprisonnement de trois à cinq ans et d’une amende de 2.500.000 à 5.000.000 F.C, ou de la une de ses deux peines cumulées.

CHAPITRE 2: DELITS SIMPLES

Article 217: Sont qualifiés délits simples, les infractions suivantes:

1. expansion d’épizootie en matière de maladie transmissible à l’homme ou dangereuse pour l’économie et l’élevage nationaux, par manquement systématique à la législation et à la réglementation sanitaires;

2. à partir de la deuxième récidive, non-déclaration de maladie réputée contagieuse ou retenue d’accomplir des décisions sanitaires pour ces maladies;

3. oppositions graves et répétées aux missions des vétérinaires des services de l’Etat ou des vétérinaires mandatés par l’Etat opérant en matière de police vétérinaire;

4. à partir de la deuxième récidive, exercice illégal de la profession vétérinaire;

5. violation du secret professionnel par un vétérinaire, dans l’intention de nuire, ou sans intention de nuire à partir de la première récidive;

6. violation caractérisée de la discrétion professionnelle du vétérinaire du secteur public dans le but de porter atteinte aux droits et intérêts de tiers et ayant abouti à cet objectif;

7. importation et commercialisation de médicaments vétérinaires ou du sens du présent Code, dépourvu de l’autorisation de mise sur le marché;

8. constitution et fonctionnement d’un établissement de fabrication ou de distribution de médicaments vétérinaires, fonctionnant sans vétérinaire conseil; le titulaire peut prononcer la fermeture définitive ou à temps partiel en tant que peine accessoire;

9. importation illégal de médicaments en deuxième récidive;

10. actes de cruauté délibérés et répétés à l’encontre des animaux, la chasse n’étant pas considérée comme telle;

11. atteinte à la faune protégée; la peine sera aggravée si les faits se sont produits en réserve de chasse, parc naturel ou parcours fragile;

12. abattage clandestin, ou effectué dans des conditions sanitaires non conformes à la réglementation en deuxième récidive.

Article 218: Les délits simples tels que visés à l’article 217 ci-dessus sont punis d’un emprisonnement de deux à trois ans et d’une amende de 1.000.000 à 2.000.000 F.C, ou de l’une de ces deux peines seulement.

TITRE 4 - INFRACTIONS QUALIFIEES CONTRAVENTIONS

Article 219: Les textes d’applications pris par décret pourront déterminer la catégorie de contravention à laquelle donnera lieu les infractions aux dispositions qu’ils édictent.
CHAPITRE 1: CONTRAVENTIONS DE QUATRIEME CLASSE

Article 220: Sont qualifiés de contraventions de quatrième classe les infractions suivantes:
1. non-respect des restrictions et conditions de transhumance en cas de déportation officielle dénoncée;
2. vente, échange ou don d’un animal atteint de maladie réputée contagieuse en connaissance de cause;
3. non-déclaration de maladie réputée contagieuse (première récidive);
4. exercice illégal de la profession vétérinaire (première récidive);
5. violation du secret professionnel;
6. importation illégale de médicaments vétérinaires (première récidive);
7. refus d’accomplir les prescriptions sanitaires légalement instituées (en récidive);
8. mention illégale de médicaments vétérinaires;
9. fonctionnement non conforme d’un atelier de préparation ou d’un établissement de vente en gros de médicaments vétérinaires;
10. approvisionnement aux vétérinaires en matériaux de police vétérinaire et inspection de salubrités (en première récidive);
11. commerce de denrées ayant fait l’objet de saisie sanitaire sans autorisation des services vétérinaires;
12. importation illégale de produits animaux, alimentaires ou non (première récidive);
13. abattage clandestin, ou effectué dans des conditions sanitaires non conformes à la réglementation en première récidive;
14. actes de cruauté sur animaux, délibérément et sans motif;
15. mauvais traitements sur animaux (en récidive);
16. exportation d’espèces protégées (en récidive).

Article 221: Quiconque se sera rendu coupable de l’une des infractions visées à l’article 220 ci dessus sera puni d’un emprisonnement de un à deux ans et d’une amende de 500.000 à 1.000.000 CFA ou de l’une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, les peines seront portées au double.

En outre la confiscation des denrées produits et objets de l’infractin pourra être prononcée.

CHAPITRE 3: CONTRAVENTIONS DE DEUXIEME CLASSE

Article 222: Sont qualifiés de contraventions de deuxième classe:
1. non-déclaration de maladie de seconde liste (en multirécidive);
2. commerce de produits animaux alimentaires ou non, ayant été soumis à toute inspection sanitaire;
3. fabrication d’aliments pour animaux non conformes à la réglementation.

Article 223: Quiconque se sera rendu coupable de l’une des infractions visées à l’article 222 ci dessus sera puni d’un emprisonnement de trois mois à six mois et d’une amende de 100.000 à 200.000 de FG, ou de l’une ou de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, les peines prévues seront portées au double.

En outre la confiscation des denrées produits et objets de l’infractin pourra être prononcée.

CHAPITRE 4: CONTRAVENTIONS DE PREMIERE CLASSE


Article 226: Quiconque se sera rendu coupable de une contravention de première classe sera puni d’un emprisonnement de un à trois mois et d’une amende de 100.000 à 150.000 de FG, ou de l’une ou de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, les peines prévues seront portées au double.

En outre la confiscation des denrées produits et objets de l’infractin pourra être prononcée.

LIVRE VII - DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE UNIQUE: DISPOSITIONS FINALES


Article 229: L’a présente loi sera communiquée publiée au Journal Officiel de la République de Guinée et exécutée comme loi de l’Etat.

Conakry, le 29 août 1995

GENERAL LANSANA CONTE